



"L'utopie est la vérité de demain" Victor Hugo
Et ne vouloir que le possible, le connu, c'est déjà renoncer !

Il n'y pas si longtemps, nous étions encore (trop) souvent pris de haut, considérés comme **de doux rêveurs, plutôt sympathiques certes, mais tellement utopistes !** La crise étant passée par là, **nous devenons subitement visionnaires et crédibles**, avec une motion à jour, qui n'a pas besoin d'un report de congrès. Dans ce texte, nous dénonçons les aliénations d'une idéologie capitaliste, figeant l'organisation sociale autour de la rentabilité du capital en s'appuyant sur les dogmes de la croissance et de la consommation, en transformant le travail en valeur, et en créant structurellement les conditions des crises écologique, financière, économique et sociale. Nous proposons pour en sortir un alterdéveloppement ambitieux basé sur des mesures, altermondialistes, écologistes, et portant le souffle de nos aspirations socialistes.

Rarement critiqués sur le fond, notre écho au sein des militants se voit freiné au moment du vote par deux autres aliénations, véritables renoncements ou auto-limitations dont nous vous lançons le défi :

- **Le refus d'imaginer un monde**, où nous serions en mesure de dessiner les rapports sociaux répondant à notre idéal socialiste. Une telle démarche serait « impossible », « irréaliste ». Les crises actuelles nous prouvent brutalement que cette démarche est nécessaire, et qu'un tel monde ne restera impossible que tant que nous n'en construirons pas les chemins. Nos propositions techniques d'alter développement sont autant de voies réalistes qu'il nous faut d'urgence intégrer dans le projet socialiste, car comment construire ce qu'on n'a pas imaginé ?
- **Un alignement des militants sur les positionnements de leaders d'opinion** qui ayant signé ou proposé une motion seraient fragilisés voire désavoués par un choix différents des militants, au niveau national comme au niveau local. Aujourd'hui, pourtant, l'enjeu, ce n'est pas eux, c'est bien le projet socialiste, sa force, sa capacité à proposer, à enthousiasmer et attirer. Comme bien des militants nous refusons les combats d'éléphants qui affaiblissent le PS. Nous refusons de subir en dommage collatéral le piétinement du terrain des idées, en validant un projet dès lors que le premier secrétaire de nos rêves en aurait choisi un, projet qu'il n'aurait plus dès lors à améliorer.

Votons un projet, votons dans l'émancipation assumée de nos choix!*

Le 6 Novembre puis le 20, nos statuts nous permettent de choisir nos orientations politiques, puis nos responsables; Utilisons pleinement notre droit de vote. Nous n'avons pas à prêter allégeance trop tôt, et plus encore, c'est un message d'exigence que nous envoyons à nos futurs dirigeants.

- **Nous posons vis-à-vis de notre parti une exigence de projet** qui ne se limite pas à des constats et un blanc sein, **une exigence de sens**, qui ne se limite pas à des pansements sur une idéologie capitaliste mais qui dessine la reconstruction d'une idéologie socialiste affranchie,
- Nous posons vis-à-vis de nos futurs dirigeants **une exigence d'ouverture** pour apprendre à construire à plusieurs; avec nous même militants, mais aussi **avec les autres forces de gauches**, sociales, écologistes altermondialistes qui inventent et innovent. **Avec les dirigeants et les militants, forces socialistes des autres pays** d'Europe et du Monde, nous appelons à des échanges et de la confrontation qui nous permettent enfin de construire pour l'Europe et le Monde un projet socialiste partagé.
- **Nous posons vis-à-vis de nous même, militants une exigence d'émancipation**, et refusons de déléguer à d'autres la lecture, le choix de nos motions et de nos options d'orientations pour le parti socialiste.
- **Nous posons vis-à-vis de nous même, militants, l'exigence de nous réapproprier la politique**, au sein de notre parti tout d'abord, pour la penser aussi au sein de nos états et du monde comme relevant de nous, citoyens.
- Nous posons vis-à-vis de nous même, militants l'exigence de lire, débattre, réfléchir, et agir sans nous laisser confisquer ou négocier nos votes.

En page suivante, la synthèse de notre alterdéveloppement ... / ...

- **«La motion F d'Utopia : la motion réaliste du congrès de Reims ? »**

* *Entre nous, militants, la motion F d'Utopia nous paraît un bon choix.*

Identifier

1. L'état actuel de la politique : au mieux un art des moyens qui oublie sa finalité, au pire une simple conquête ou conservation du pouvoir.
2. Les trois premières aliénations des sociétés développées : dogme de la croissance comme solution aux maux économiques, dogme de la consommation comme seul critère d'épanouissement individuel, centralité de la "valeur" travail comme seule organisation possible de la vie sociale.

Dépasser

Nous devons reprendre le combat des objectifs et des idées pour proposer une alternative ambitieuse et crédible au modèle néolibéral qui domine actuellement la scène mondiale. Construire un projet de société, c'est définir et organiser les conditions de vie qui permettront à chacun de s'épanouir.

1. Limitation et encadrement (par des normes sociales, environnementales) du champ de la sphère marchande et élargissement du domaine public en proposant une réappropriation publique (via l'Etat, les collectivités locales et d'autres acteurs publics) des secteurs touchant aux besoins fondamentaux.
2. Développement de l'économie sociale et solidaire et réduction progressive du rôle aujourd'hui central des marchés financiers.
3. Relativiser l'obligation de croissance et tempérer l'appétit de consommation (des désirs aux besoins).
4. Remettre le travail à sa vraie place: resituer ses objectifs; inventer pour lui un cadre humain; soustraire le travail rémunéré aux injonctions du profit et s'ouvrir à la gratuité.
5. De nouveaux indicateurs de richesse : IDH (Indicateur de Développement Humain), ISS (Indicateur de Santé Sociale), Empreinte écologique, PIB vert, BIP 40 (Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté).

Changer

1. Répondre à l'urgence écologique : scénario Négawatt (sobriété et efficacité énergétiques ; énergies renouvelables) ; sortie progressive du nucléaire ; création d'un pôle public de l'énergie ; taxe carbone ; relocalisation de l'économie avec comme premier exemple l'agriculture diversifiée.
2. Souveraineté alimentaire : interdiction du brevetage du vivant ; moratoire immédiat sur la commercialisation et la mise en culture des OGM; arrêt de tous les essais et cultures en milieu ouvert en Europe ; prise en compte et un débat public autour des travaux d'évaluations indépendants; étiquetage et traçabilité obligatoires sur tous les produits agroalimentaires; régime de responsabilité spécifique aux OGM permettant de poursuivre les auteurs des contaminations (financièrement et juridiquement); recherche publique forte, pluridisciplinaire et indépendante; taxation ou tout autre dispositif permettant d'assurer la protection des productions de qualité, bio et issues de l'agriculture paysanne et nourricière.
3. Fiscalité internationale et dette du Tiers Monde : taxes sur les transactions financières ; taxe unitaire sur les bénéficiaires des firmes transnationales ; taxes écologiques ; dispositif fiscal (SLAM-Shareholder Limited Authorized Margin) permettant de plafonner la rémunération maximale des actionnaires en prélevant intégralement tout ce qui dépasse ce plafond réglementaire ; annulation totale de la dette de tous les pays du Tiers Monde ; impôt mondial sur les grandes fortunes et suppression des paradis fiscaux
4. Sans-papiers et co-développement : régularisation de tous les sans-papiers par attribution automatique d'un statut (titre de séjour, droits fondamentaux) de longue durée; encouragement des migrations temporaires et des allers retours; garantie de l'accès aux soins et aux médicaments au-delà de toute logique marchande; renoncement de l'Europe à ses aides à l'exportation de matières agricoles.
5. Elargissement des droits fondamentaux : prise en charge universelle des soins par un pôle public de la santé; couverture logement universelle; revenu universel d'existence; Ecole de la république et éducation populaire; démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur; garantie à tous les niveaux du principe de l'« exception culturelle » ; information respectueuse de l'individu ; « déspecialisation des rôles » entre hommes et femmes.
6. Approfondir notre démocratie : promouvoir un nouveau rapport au temps pour exercer pleinement sa citoyenneté; financement public des organisations syndicales; poser de nouveaux droits pour les salariés, valoriser l'émancipation du militant y compris des baronnies locales.
7. Une Europe fédérale, politique et sociale : compléter la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, la rendre juridiquement opposable ; mettre en place un véritable droit social européen ; tendre vers une fiscalité unique et à un même niveau de service public ; soumettre la Banque centrale européenne au contrôle du Parlement européen ; faire du Conseil de l'Union européenne, à côté du Parlement européen, la deuxième chambre de l'Union européenne.
8. VIème République : suppression pure et simple de l'élection au suffrage universel et du poste même de Président de la République ; exercice de mandat unique de député (limité à 2 fois dans le temps) ; démocratie locale fondée sur le principe de représentation par l'élection, et reposant également sur la participation permanente des citoyens

source : **T Ternisien de Médiapart**